

Communiqué de presse

Baisse du taux du livret A, une nouvelle attaque de l'épargne populaire

Montreuil, le 20 janvier 2020

Gouvernement et banques, une même logique et de la suite dans les idées.

Comment ne pas faire le lien entre un projet de réforme des retraites qui se dirige vers la capitalisation et l'annonce de la baisse du taux du livret A et par là même du LDDS*, et du LEP*.

Les banques ont toujours l'oreille attentive de Bercy et vont pouvoir continuer à inciter les épargnants à se diriger vers des produits d'assurance et d'épargne retraite plus risqués.

Le logement social, un bel alibi.

Bruno LE MAIRE a fait vibrer la carte sensible en tentant d'expliquer que cette mesure allait bénéficier au logement social.

S'il est vrai que la baisse du taux du livret a une incidence sur le taux des prêts octroyés aux offices d'HLM, cela compensera à peine la baisse récente des APL, qui a obligé les bailleurs sociaux à baisser leurs loyers. Alors de là à annoncer la création de 17000 logements supplémentaires cela reste à démontrer.

Un coût d'1 milliard d'euros pour les épargnants populaires.

Les grands gagnants : les banques privées et Bercy.

500 millions pour les banques.

En 2009, les banques obtiennent de toutes distribuer le livret A et de conserver 40% de l'épargne sans réelle obligation d'intérêt général soit 182 milliards d'€. La baisse du taux des livrets va donc rapporter 500 millions aux banques. La tarification des services bancaires ne baissera pas pour autant les banques préférant rémunérer leurs actionnaires.

500 millions pour Bercy.

Les 60% de l'épargne sur livrets (environ 260 milliards d'€) sont centralisés à la caisse des dépôts et de consignation. Les fonds ainsi collectés permettent d'une part de prêter aux bailleurs sociaux pour la construction HLM et de placer une partie de l'épargne. Les produits ainsi constitués sont prélevés par l'état en contrepartie de la garantie de l'épargne populaire pour les déposants. Cela représente entre 500 millions et 1 milliard d'€ pour le budget de l'état.

Le livret A toujours plus en danger.

Ces mesures successives n'ont qu'un but pour les banques. En finir avec l'épargne populaire garantie et le rôle historique du livret A de financement du logement social.

La CGT revendique un taux du livret A au niveau de l'inflation et une centralisation à 100% à la caisse des dépôts et de consignation pour financer le logement social et les investissements d'utilité sociale et écologique.

Contacts presse :

Valérie LEFEBVRE-HAUSSMANN, Secrétaire Générale FSPBA CGT 06 87 10 31 90 / vlhaussmann@fspba.cgt.fr
Alexandre DERIGNY, Secrétaire Général Fédération CGT Finances 06 43 24 74 93 / a.derigny@cgtfinances.fr